



Dr. & Imam  
Ludovic-Mohamed Zahed

# ISLAMOPHOBIA IN FRANCE (2020 REPORT)

CALEM Institute in collaboration with  
GIN-SOIGIE, for the United Nations

**Version française**

## Faits sociologiques

Depuis une quinzaine d'années en France, et tout particulièrement depuis les attentats de 2015 à Paris, l'image des musulmans et de l'islam se sont dégradées. Cela, alors même que pour une large majorité de français, l'islam ne porte pas en elle les germes de la violence mais, au contraire, serait une religion aussi pacifiste que les autres.

Par ailleurs, bien que près des deux-tiers des Français disent mal connaître la religion musulmane, ils sont une majorité à juger que « les musulmans mettent le plus en avant possible le fait qu'ils sont musulmans ». Mais ni les sympathisants de gauche, ni les personnes qui connaissent bien des musulmans ne partagent cette opinion. De plus, les Français sont convaincus que l'islamophobie, tout comme l'antisémitisme, progressent en France. Ils estiment majoritairement qu'il est plus difficile d'être un musulman en France depuis, ces dernières années<sup>i</sup>.

En conséquence, les actes qualifiés d'islamophobes, de racistes ou d'anti-musulmans, ont progressé en lien avec ces représentations identitaires tendues : les médias *mainstream* se sont emparés de cette question pour en faire un sujet de prédilection, redondant, parfois omniprésent ; les discriminations intersectionnelles, envers les homosexuels musulmans par exemple, ou les femmes musulmanes portant un foulard, ont augmentés dans la sphère publique, ce qui a contribué, indirectement, à leur exclusion communautaire et sociopolitique<sup>ii</sup>. Plus généralement, les injonctions à la justification et les assignations identitaires sont désormais courantes, envers les musulmans, qui seraient sensés s'engager plus que le reste de la population contre les violences terroristes<sup>iii</sup>.

Cela a conduit de nombreux intellectuels français, majoritairement de gauche, à s'engager sur ce terrain de la lutte contre l'islamophobie et les actes anti-musulmans<sup>iv</sup>. Pour autant, selon le gouvernement français, en 2019 les actes ouvertement islamophobes auraient de nouveau baissé, atteignant ainsi leur plus bas niveau depuis 2010<sup>v</sup>.

## Perspectives politiques

Dans ce contexte identitaire et sociopolitique tendu, le gouvernement français vient d'ordonner la dissolution administrative de deux associations controversées, pour incitation à la haine communautariste<sup>vi</sup>. Ils avaient fait de la lutte contre l'islamophobie d'Etat leur cheval de bataille. Ces deux associations, par ailleurs, sont accusées depuis plusieurs années d'être, respectivement, entre les mains des salafistes et des frères musulmans. Ces accusations seraient diffamatoires, voire dangereuses, selon certains hauts fonctionnaires français<sup>vii</sup>.

A cela s'ajoute la lutte contre le terrorisme dit « islamique »<sup>viii</sup>, qui brouille encore plus les cartes en matière de discriminations envers une immense majorité de musulman-es en France, qui vivent leur spiritualité en paix<sup>ix</sup>. Le CCIF concluait son rapport de 2020 en mettant en exergue « *l'impact négatif des politiques antiterroristes en participant à la construction d'une identité musulmane suspecte, par la diffusion d'une logique de la suspicion à l'encontre des musulmans* », et le rôle de l'Etat français dans ces dynamiques sociopolitique, d'abord, puis identitaire *in fine*.

Aujourd'hui, cela reste une tâche ardue que de faire tri entre discriminations raciales et discriminations liées à la religion, réelles ou supposées. Pourtant, il paraît clair que depuis plus de quinze ans en France, les institutions politiques mais aussi théologiques, aux yeux d'une majorité de jeunes musulmans surtout<sup>x</sup>, ne parviennent plus à remplir leur rôle d'intégration de tou-tes, y compris des musulmans, au sein d'un système républicain, laïque, dit « universaliste »<sup>xi</sup>, qui en théorie ne reconnaît ni ne discrimine aucune tradition spirituelle, tout en contribuant, au moins indirectement, à la fabrication d'identités subjectives et, par conséquent, discriminantes.

REVUE DE PRESSE

---



CALEM RUMI's  
Isiphephelo



Inclusive Mosque, refugees' Shelter  
& progressive imam-es training Institute

## **Le 10 novembre, à Paris, nous dirons STOP à l'islamophobie !<sup>xii</sup>**

---

### ***Plus de cinquante personnalités appellent à manifester le 10 novembre à Paris contre la stigmatisation des musulmans de France.***

**Tribune.** Depuis bien trop longtemps, les musulmanes et les musulmans en France sont la cible de discours venant parfois de «responsables» politiques, d'invectives et de polémiques relayés par certains médias, participant ainsi à leur stigmatisation grandissante.

Depuis des années, la dignité des musulmanes et des musulmans est jetée en pâture, désignée à la vindicte des groupes les plus racistes qui occupent désormais l'espace politique et médiatique français, sans que soit prise la mesure de la gravité de la situation.

Depuis des années, les actes qui les visent s'intensifient : qu'il s'agisse de discriminations, de projets ou de lois liberticides, d'agressions physiques de femmes portant le foulard, d'attaques contre des mosquées ou des imams, allant même jusqu'à la tentative de meurtre.

L'attentat contre la mosquée de Bayonne le 28 octobre, en est la manifestation la plus récente et les services de l'Etat savent que la menace terroriste contre les lieux de culte musulmans est grande.

Il a fallu que cette violence jaillisse aux yeux de tous, à travers l'humiliation d'une maman et de son enfant par un élu RN au conseil général de Bourgogne-Franche-Comté, pour que tout le monde réalise ce que des associations, des universitaires, des personnalités, des syndicats, militants et au-delà, des habitants, dénoncent à juste titre depuis des années : l'islamophobie en France est une réalité. Quel que soit le nom qu'on lui donne, il ne s'agit plus ici de débats d'idées ou de critique des religions mais d'une forme de racisme explicite qui vise des personnes en raison de leur foi. Il faut aujourd'hui s'unir et se donner les moyens de la combattre, afin que plus jamais, les musulmanes et les musulmans ne puissent faire l'objet de tels traitements.

Puisque les discours et déclarations d'intention ne suffisent plus, parce que l'heure est grave : le 10 novembre à Paris nous marcherons pour dire :

- STOP aux discours racistes qui se déversent sur nos écrans à longueur de journée, dans l'indifférence générale et le silence complice des institutions étatiques chargées de lutter contre le racisme.

- STOP aux discriminations qui visent des femmes portant le foulard, provoquant leur exclusion progressive de toutes les sphères de la société.

- STOP aux violences et aux agressions contre les musulmanes et les musulmans, qui se retrouvent progressivement déshumanisés et stigmatisés, faisant d'eux des terroristes potentiels ou des ennemis de l'intérieur.

- STOP aux délations abusives jusqu'au plus haut niveau de l'Etat contre des musulmans dont le seul tort serait l'appartenance réelle ou supposée à une religion.

- STOP à ces dispositifs de surveillance de masse qui conduisent à une criminalisation pure et simple de la pratique religieuse.

Les conséquences, notamment pour des salariés licenciés et des familles déstabilisées, sont désastreuses et ne peuvent plus être tolérées. Cette criminalisation se fait au détriment des libertés fondamentales et des principes les plus élémentaires d'égalité censés guider notre pays.

Nous, musulmans ou non, disons STOP à l'islamophobie et nous serons nombreux pour le dire ensemble le 10 novembre prochain à Paris.

Nous appelons toutes les organisations, toutes les associations, tous les collectifs, toutes les fédérations de parents d'élèves, tous les partis politiques, toutes les personnalités, tous les médias, toutes les personnes solidaires à se joindre à cet appel solennel et à répondre présent à la marche du 10 novembre prochain.

Il en va des libertés fondamentales de tous. Il en va de la dignité et de l'intégrité de millions de concitoyens. Il en va de notre unité à tous, contre le racisme sous toutes ses formes qui, aujourd'hui, menace une nouvelle fois la France.

---

**Un appel initié par :** Madjid Messaoudene (élu de Saint-Denis), la Plateforme L.e.s. Musulmans; Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA); le Comité Adama; le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF); l'Union communiste libertaire (UCL); l'Union nationale des étudiants de France (Unef), Taha Bouhafs (journaliste).

**Premiers signataires :** Action Antifasciste Paris Banlieue (AFA) ; Arié Alimi, avocat ; Pouria Amirshahi , directeur de publication de Politis ; Manon Aubry, eurodéputée ; Etienne Balibar, universitaire ; Ludivine Bantigny, historienne ; Yassine, Belattar, humoriste ; Esther Benbassa, sénatrice EE-LV de Paris ; Olivier Besancenot, NPA ; Saïd Bouamama, sociologue ; Leïla Chaïbi, eurodéputée LFI ; André Chassaigne, député, président du groupe GDR ; David Cormand, secrétaire national d'EE-LV ; Laurence De Cock, enseignante ; Vikash Dhorasoo, ancien de joueur de foot, parrain d'Oxfam et président de Tatane ; Rokhaya Diallo, journaliste et réalisatrice ; Pierre Jacquemain, rédacteur en chef de Regards ; Eric Fassin, sociologue ; Elsa Faucillon, députée PCF ; Fédération syndicale unitaire (FSU) ; Fianso, artiste ; Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP) ; Geneviève Garrigos, féministe, militante des Droits humains ; Vincent Geisser, politologue ; Alain Gresh, journaliste ; Nora Hamadi, journaliste ; Benoît Hamon, Génération.s ; Yannick Jadot (eurodéputé EE-LV) ; Mathilde Larrère, historienne ; Mathieu Longatte (Bonjour Tristesse) ; Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT ; Jean-Luc Mélenchon et l'ensemble du groupe parlementaire La France insoumise ; Marwan Muhammad, auteur et statisticien ; Younous Omarjee, eurodéputé ; Stéphane Peu, député PCF ; Edwy Plenel, journaliste ; Maryam Pougetoux et Mélanie Luce, Unef ; Jérôme Rodrigues, gilet jaune ; Julien Salingue, docteur en science politique ; Pierre Serne (porte-parole de Génération.s) ; Michèle Sibony et l'Union juive française pour la paix (UJFP) ; Laura Slimani, élue de Rouen, direction nationale de Génération.s ; Azzédine Taïbi, maire PCF de Stains ; Sylvie Tissot, sociologue ; Aïda Touihri, journaliste ; Assa Traoré, comité Adama ; Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac ; Union syndicale Solidaires ; Dominique Vidal, journaliste et historien.

## «Il s'agit d'un racisme d'État»: le CRAN remet en cause le «modèle universaliste» français<sup>xiii</sup>

---

De nombreuses figures politiques, médiatiques et intellectuelles françaises récusent le parallèle entre le racisme aux États-Unis et en France, et ce, au nom de l'universalisme français. Au micro de Sputnik, Louis-Georges Tin, président d'honneur du CRAN, explique pourquoi l'universalisme serait l'arbre qui cache la forêt du racisme en France.

Partout dans le monde, la mort de George Floyd a propulsé sur le devant de la scène le débat sur le racisme, notamment dans les pays occidentaux. On assiste pourtant en France à une levée de boucliers d'une partie de la classe politique, médiatique et intellectuelle, qui refuse de considérer qu'il existe un «racisme systémique» et un «privilège blanc» en France. Et ce, au nom de l'universalisme.

C'est le cas chez des acteurs de la vie politique et culturelle pourtant politiquement aux antipodes. Ainsi, au nom de l'universalisme, des personnalités comme Caroline Fourest ou Nicolas Dupont-Aignan, qui incarnent des courants de pensée que tout oppose, estiment que la notion de «privilège blanc», importée des campus américains, est un piège communautariste qui n'a pas sa place en France.

Corinne Narassiguin, secrétaire nationale à la coordination du PS s'est d'ailleurs fendue d'une tribune dans Le Monde, dans laquelle elle réfute avec vigueur l'importation de «l'expression "privilège blanc"». Pour elle, il s'agit de «vouloir plaquer l'histoire des États-Unis sur l'histoire de France, sans respecter ni l'une ni l'autre.»

Pour Louis-Georges Tin, président d'honneur du Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN) et fondateur de la Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie, il s'agit d'une façon pour ces élites de faire l'autruche face à un problème bien réel. Au micro de Sputnik France, il explique pourquoi.

**Sputnik France: Diriez-vous que certains acteurs politiques, médiatiques, intellectuels, se cachent derrière l'universalisme à la française pour ne pas affronter le problème du racisme en France? Louis-Georges Tin:** «Absolument. Je suis universaliste, mais l'universalisme dont parlent certains ressemble plutôt à une forme d'uniformisme. C'est-à-dire que ce sont des élites plutôt blanches, bourgeoises, catholiques, hétérosexuelles qui disent en gros "l'universalisme c'est moi. Vous devez vous assimiler à mon modèle et si vous n'êtes pas comme moi, vous êtes communautariste." Voilà le discours social que l'on entend dans ce pays depuis 30 ans. C'est presque drôle selon moi, et si la situation n'était pas si grave, nous en ririons même davantage».

**Sputnik France: Peut-on aujourd'hui en France parler de racisme systémique ou systématique? Louis-Georges Tin:** «Il faut parler de racisme systémique et non systématique. On ne dit pas que tous les policiers sont racistes, donc ce n'est pas systématique. C'est systémique au sens où il y a des politiques qui les poussent à la chasse aux immigrés, en particulier aux immigrés noirs. Et ceux qui dénoncent le racisme de l'institution sont mis à l'écart et ceux qui sont racistes sont protégés. On le voit bien dans la

mascarade qu'est l'IGPN (Inspection Générale de la Police Nationale). C'est en cela que ce racisme fait système.

C'est d'ailleurs ce qu'a dit la Cour de cassation en rendant un jugement très important il y a quelques années, en disant qu'il y a eu faute lourde de l'État dans l'affaire des contrôles au faciès. Ce ne sont pas seulement les policiers qui sont mis en cause, mais également la hiérarchie, car la Cour de cassation a condamné les policiers et l'État lui-même pour faute lourde. La Cour a compris qu'il y avait là un système dans lequel l'État était impliqué, il s'agit donc d'un racisme d'État, puisque le délit de faciès, c'est du racisme. Ce racisme est donc mis en place et protégé par l'État. Ça ne veut pas dire que tous les fonctionnaires, dont je fais partie, sont racistes. Par contre, ça veut dire qu'il y a un système qui protège ceux qui sont racistes.

L'article 40 du Code de procédure pénal fait obligation à tout fonctionnaire de dénoncer un délit dont il ou elle est victime ou témoin. Certains ne le font pas, ils sont donc également coupables.»

**Sputnik France: Quel est selon vous le modèle le plus à même de combattre le racisme? L'universalisme français ou le modèle plus communautariste à l'américaine, qui reconnaît les différences ethniques? Louis-Georges Tin:** «Cette histoire de modèle universaliste en France est une vaste mascarade, il n'y a pas de modèle universaliste en France. L'universalisme, c'est une hyperbole. Tous les gens qui disent qu'ils sont universalistes se prennent pour le nombril du monde. Personne ne représente l'univers à lui tout seul. Un universalisme sans les femmes, sans les noirs, sans les étrangers, sans les personnes en situation de handicap, sans les pauvres, ce n'est pas un universalisme. Nous aimons penser que nous sommes les meilleurs en France, mais il faut que nous arrêtons de croire que nous sommes meilleurs que les autres».

**Sputnik France: Et concernant le modèle américain? Louis-Georges Tin:** «Nous ne pensons pas non plus que les États-Unis sont un modèle pour la France. Ce que nous demandons dans le fond, c'est l'égalité. Celle qui est citée dans notre devise républicaine et dans l'article 1 de notre Constitution. Il n'y a pas besoin de chercher ailleurs des modèles. Simplement, nous ne respectons pas nos valeurs, nous sommes en dessous de nous-mêmes. Nous sommes dans le déni perpétuel et à un moment, il faut se rendre compte qu'il y a un problème en France, et cela ne concerne pas que les noirs. Sur la violence faite aux femmes, c'est pareil, sur la pédophilie également... On dit toujours à ceux qui sont victimes "taisez-vous", "cachez-vous", car nous avons besoin de garder notre illusion nationale».

**Sputnik France: Comment jugez-vous la réponse politique apportée en France aux problématiques soulevées un peu partout dans le monde par la mort de George Floyd? Louis-Georges Tin:** «Nous avons noté un changement dans le discours, mais cela sera-t-il suivi par un changement dans les actes? Bien malin qui peut le dire. Il y a une lecture optimiste, qui consiste à dire que les choses vont changer pour le meilleur, mais il y a également une lecture pessimiste, qui consiste à dire que c'est simplement un discours hypocrite et que monsieur Macron change tous les jours d'avis.

Mon sentiment personnel est que je ne parierais pas sur le fait que la politique de monsieur Macron va s'améliorer du jour au lendemain. Je fais plus confiance aux mobilisations populaires qu'aux politiques, surtout dans le cas de quelqu'un qui a déjà menti plusieurs fois, sur plusieurs sujets».

## Edwy Plenel pousse un "cri d'alarme" pour les musulmans<sup>xiv</sup>

---

Le journaliste et essayiste Edwy Plenel publie jeudi un livre-plaidoyer "*Pour les musulmans*"<sup>xv</sup>, en forme de pamphlet contre ceux qui, à ses yeux, les stigmatisent.

C'est une petite phrase du philosophe Alain Finkielkraut qui a suscité l'ire du fondateur du site d'information Mediapart et l'a conduit à rédiger ce court essai "à contre-courant", tracé d'une plume vive et engagée : "Il y a un problème de l'islam en France".

"Mon livre est provoqué par le fait que dans le système médiatique, dans les milieux intellectuels, chez les académiciens, il est accepté de cibler l'islam et les musulmans en général comme notre problème de civilisation", explique Edwy Plenel. L'auteur poursuit de sa vindicte l'ancien ministre de l'Intérieur Claude Guéant, qui avait considéré comme un problème "l'accroissement du nombre des fidèles" musulmans - ils seraient 3,5 à 5 millions en France selon les estimations. Ou encore Manuel Valls qui, avant d'accéder à Matignon, avait selon Edwy Plenel posé la question "de la compatibilité de l'islam avec la démocratie".

### "Pour les minorités"

"De Claude Guéant à Manuel Valls, sous la dissemblance partisane, d'une droite extrémisée à une gauche droitisée, nous voici donc confrontés à la continuité des obsessions xénophobes et, particulièrement, antimusulmanes", écrit le pamphlétaire. Le titre de son ouvrage renvoie à "Pour les Juifs", article qu'Emile Zola rédigea en 1896, vingt mois avant son fameux "J'accuse" en défense du capitaine Dreyfus. "Aujourd'hui, et cela a été conquis de haute lutte, nous ne pouvons pas dire sans que cela provoque de réaction il y a un souci de civilisation qui serait le judaïsme, les Juifs en France. Eh bien je réclame la même chose pour ces compatriotes (musulmans, NDLR) qui sont au coeur de ce qu'est notre peuple", dit Edwy Plenel, précisant que son livre aurait pu s'intituler "Pour les minorités" ou "Pour la France".

"Je ne défends pas ceux qui trahissent leur religion en commettant des crimes, je défends nos compatriotes qui n'y sont pour rien et qui sont en même temps stigmatisés ou oubliés", confie l'essayiste. Tout en rêvant d'un retour à la "laïcité originelle" inscrite dans la loi de 1905 qui, "loin d'une crispation face à l'affirmation des cultes minoritaires, signifiait leur reconnaissance", écrit-il.

- 
- <sup>i</sup> Odoxa - <http://www.odoxa.fr/sondage/limage-musulmans-de-lislam-aupres-francais/>
- <sup>ii</sup> Libération - [https://www.liberation.fr/debats/2019/11/01/le-10-novembre-a-paris-nous-dirons-stop-a-l-islamophobie\\_1760768](https://www.liberation.fr/debats/2019/11/01/le-10-novembre-a-paris-nous-dirons-stop-a-l-islamophobie_1760768)
- <sup>iii</sup> CCIF - <http://www.islamophobie.net/rapport-2020/>
- <sup>iv</sup> Edwy Plenel - <https://www.midilibre.fr/2014/09/16/edwy-plenel-pousse-un-cri-d-alar-me-pour-les-musulmans,1051631.php>
- <sup>v</sup> DILCRAH - <https://www.gouvernement.fr/bilan-2018-des-actes-racistes-antisemites-antimusulmans-et-antichretiens>
- <sup>vi</sup> Barakacity et le CCIF (*collectif contre l'islamophobie en France*).  
[https://www.liberation.fr/france/2020/11/25/le-ccif-en-ordre-de-bataille-contre-sa-dissolution\\_1806590](https://www.liberation.fr/france/2020/11/25/le-ccif-en-ordre-de-bataille-contre-sa-dissolution_1806590)
- <sup>vii</sup> <http://www.regards.fr/politique/article/pourquoi-il-est-faux-de-dire-que-les-freres-musulmans-sont-derriere-le-ccif>
- <sup>viii</sup> [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/14/les-musulmans-de-france-ordinaires-ceux-qui-sont-amarres-a-la-republique-en-prennent-plein-la-figure-alors-qu-il-faudrait-les-conforter\\_6059703\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/14/les-musulmans-de-france-ordinaires-ceux-qui-sont-amarres-a-la-republique-en-prennent-plein-la-figure-alors-qu-il-faudrait-les-conforter_6059703_3232.html)
- <sup>ix</sup> <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2010-2-page-219.htm>
- <sup>x</sup> <https://www.ifop.com/publication/droit-au-blaspheme-caricatures-liberte-dexpression-les-francais-sont-ils-encore-charlie/>
- <sup>xi</sup> <https://fr.sputniknews.com/france/202006101043929829-il-sagit-dun-racisme-detat-le-cran-remet-en-cause-le-modele-universaliste-francais/>
- <sup>xii</sup> 1 novembre 2019 à 12:44. Tribune disponible en ligne sur le site du journal *Libération* - [https://www.liberation.fr/debats/2019/11/01/le-10-novembre-a-paris-nous-dirons-stop-a-l-islamophobie\\_1760768](https://www.liberation.fr/debats/2019/11/01/le-10-novembre-a-paris-nous-dirons-stop-a-l-islamophobie_1760768)
- <sup>xiii</sup> Par [Hakim Saleck](#) – article disponible sur le site de *Sputnik France*  
<https://fr.sputniknews.com/france/202006101043929829-il-sagit-dun-racisme-detat-le-cran-remet-en-cause-le-modele-universaliste-francais/>
- <sup>xiv</sup> Publié le 22/09/2014 à 10:46, mis à jour le 16/09/2014 à 09:52. Disponible en ligne sur le site de Midi Libre - <https://www.midilibre.fr/2014/09/16/edwy-plenel-pousse-un-cri-d-alar-me-pour-les-musulmans,1051631.php>
- <sup>xv</sup> "Pour les musulmans" (2014). La Découverte, 144 p., 12 €.

